

COALITION POUR L'AVENIR DU QUÉBEC

Venus d'horizons variés et de familles politiques différentes, nous sommes toutefois animés par une conviction commune : le Québec peut et doit faire mieux.

Nous voyons un Québec hésitant qui fait du sur-place et s'embourbe de plus en plus, incapable de relever les défis de ce début de millénaire. Certes, des entrepreneurs, des artistes et des scientifiques québécois triomphent partout sur la planète. Mais c'est ici, chez nous, collectivement, que nous devons renouer avec le goût d'avancer. Notre nation ne peut se permettre de laisser perdurer la situation présente qui ne peut qu'accentuer ce déclin tranquille du Québec déjà amorcé.

Nos problèmes actuels ont été largement documentés et ont fait l'objet de vastes débats : décrochage scolaire trop élevé, tout particulièrement chez les garçons, richesse collective moindre que dans le reste de l'Amérique du Nord, services publics à bout de souffle, difficultés croissantes d'insertion pour les immigrants, et d'autres encore. On ne compte plus les rapports suggérant des solutions, mais la volonté et le courage de les mettre en œuvre semblent toujours faire défaut.

Cette situation a contribué à répandre la morosité et un certain défaitisme dans notre société, accompagnés d'un désintérêt marqué envers la chose publique. Puis la méfiance et le cynisme envers nos institutions se sont installés, alimentés par une tenace impression que le système ne fonctionne pas dans l'intérêt général. Rien de solide ne peut être construit sur de telles bases.

Notre redressement collectif passe d'abord par le retour de la confiance. La confiance en nous-mêmes et en notre avenir, la confiance en notre capacité à changer le cours des choses. Notre redressement passe aussi par une lecture juste de la situation. Si nous avons des problèmes, nous disposons aussi d'atouts considérables. Nous avons par le passé démontré que le Québec peut évoluer rapidement lorsque la direction est claire et que tous mettent la main à la pâte.

La nostalgie ne mène toutefois à rien. Il nous faut voir les choses en face : la situation du Québec et les défis auxquels nous devons faire face — sociaux, économiques, culturels ou environnementaux — sont bien différents de ceux d'il y a cinquante ans, à l'aube de la Révolution tranquille. Les façons de faire du passé, même si elles nous ont globalement bien servis, ne répondent plus à nos besoins. Nous devons mettre en place des solutions mieux adaptées aux réalités d'aujourd'hui pour remettre le Québec en mouvement et retrouver la fierté d'être Québécois en redonnant à notre société le souffle nécessaire pour se réaliser pleinement.

Nos leaders doivent poser des gestes forts et courageux pour enclencher les changements qui s'imposent. Pour y arriver, nos élus doivent retrouver la capacité de travailler ensemble, avec civilité et respect mutuel, afin de convaincre les citoyens que le débat public n'est pas qu'une foire d'empoigne stérile.

Par notre prise de parole, nous souhaitons convaincre les Québécois de l'urgence d'agir et contribuer à la définition des solutions à mettre en œuvre. D'autres documents suivront celui-ci car nous souhaitons aussi amorcer un dialogue au sein de la population. Si nous avons des idées quant à la direction qu'il nous faut prendre, nous ne prétendons pas avoir toutes les réponses. C'est pourquoi un site Internet est mis en service dès aujourd'hui pour diffuser nos idées et pour échanger avec le public. Nous voulons également rencontrer ceux qui le souhaiteront au cours des prochains mois.

Deux principaux objectifs guident notre démarche.

Premier objectif : solidifier les fondements de notre société

Malgré les remarquables succès individuels d'un grand nombre de ses citoyens, la société québécoise a perdu ses repères et la confiance en elle-même. Comment en sommes-nous arrivés à la situation actuelle? Parmi les diverses raisons, notre incapacité à trouver une solution rassembleuse à la question nationale a joué un rôle central. Malgré les années qui passent, notre société demeure toujours marquée par cette fracture qui nous affaiblit collectivement. Pourtant, un fait demeure : avant d'être divisés entre souverainistes et fédéralistes, les Québécois sont très majoritairement nationalistes. Ils sont profondément attachés au destin singulier de ce Québec enraciné ici depuis quatre siècles et qui a surmonté tant d'épreuves. C'est sur cette base que nous croyons qu'il est possible de rassembler les Québécois.

Il faut sortir du déni et prendre acte de l'état des lieux au plan constitutionnel. À moins d'événements que rien ne laisse présager, ni un renouvellement constitutionnel qui satisferait une majorité de Québécois, ni la souveraineté n'advieront dans un avenir prévisible. Cela dit, même si le statut constitutionnel d'un État est important, ce n'est pas le seul déterminant de son avenir. Le cul-de-sac de la question nationale ne doit donc pas nous empêcher d'offrir à ceux qui nous suivront un Québec dynamique et prospère, toujours maître de son destin.

Le Québec est une nation composée de tous ceux qui font le choix d'y vivre, quelle que soit leur communauté d'origine. Les événements qui ont façonné notre histoire et marqué notre mémoire collective ont toutefois contribué à la création d'une forte identité commune et à l'épanouissement d'une culture et de valeurs caractéristiques. Comme toutes les nations, la nôtre est ainsi le fruit de l'ensemble de ses habitants et de son histoire.

La présence depuis plus de 400 ans d'une majorité francophone sur notre territoire fait du Québec une nation singulière en Amérique. On ne saurait nier le caractère fondamental de la langue française dans la définition de notre société. C'est elle qui nous rassemble et nous distingue. Elle doit être la pierre d'assise sur laquelle se bâtit notre identité commune

et un élément central de notre vie collective. Sans nier la richesse inestimable que procure la connaissance d'autres langues, l'usage de la langue française par tous doit être valorisé et encouragé; c'est à elle que doivent s'identifier les nouveaux arrivants.

Le rôle du citoyen dans notre société doit aussi faire l'objet d'une réflexion collective. Nous sommes tous responsables, tant individuellement que collectivement, de l'avenir du Québec. Dans nos actions quotidiennes, chacun d'entre nous doit prendre conscience de la nécessité de sa contribution, soupeser l'intérêt personnel et l'intérêt collectif, et ne pas hésiter à consentir des efforts au bénéfice des générations futures.

Parallèlement, il faudra aussi garantir aux citoyens que leur gouvernement a à cœur le bien commun et non celui des groupes d'intérêts. En dépend cette confiance dont nous parlions plus tôt et qu'il faut impérativement retrouver. Cela passe non seulement par les élus et leur travail, mais aussi par une revalorisation du service public. Quant aux leaders de notre société, qu'ils soient actifs au sein des milieux politiques, économiques, scientifiques, culturels ou communautaires, leur rôle doit s'étendre au-delà de l'établissement des constats quant à la situation du Québec. Ils doivent passer à l'action en recherchant toujours l'intérêt général de la société québécoise.

Deuxième objectif : proposer un plan d'action rassembleur

La difficulté de mener à terme au Québec de grands projets ou des réformes importantes a maintes fois été soulignée. Lorsqu'une idée audacieuse est mise de l'avant, on entend le plus souvent que le doute, la méfiance ou des réactions hostiles. Il est vrai que ce qui est proposé aux Québécois ne s'inscrit que rarement dans un plan global et cohérent de gouvernance. En l'absence d'une vision et d'une ambition communes, il est difficile de convaincre les citoyens d'accepter des objectifs exigeants.

Nous avons cerné quatre grands champs d'action qui permettraient, pensons-nous, de rassembler une majorité de Québécois et de faire avancer la nation québécoise. Nous partagerons nos idées de manière plus détaillée ultérieurement, mais voulons d'ores et déjà en esquisser les grands traits.

1) La priorité absolue : l'éducation

Rehausser la qualité de l'éducation en ne craignant pas de procéder à un vigoureux virage et aux changements majeurs nécessaires doit être LA priorité des années à venir. Une éducation de qualité est non seulement un puissant outil d'épanouissement individuel, mais c'est également un gage et une condition de succès collectif dans le monde d'aujourd'hui.

Ce n'est pas grâce au nombre de ses travailleurs ou au faible coût de sa main-d'œuvre qu'une société comme la nôtre peut espérer tirer son épingle du jeu de la concurrence internationale. Si le Québec veut garder la place qui lui revient parmi les sociétés où il fait le mieux vivre, il doit miser sur la qualité de la formation de ses citoyens, leur génie créateur et leur capacité de s'adapter à un monde en constante évolution.

C'est aussi par une éducation de qualité que l'on pourra assurer la pérennité de la langue, de la culture et de l'identité québécoise. L'école est certes un important outil de développement individuel, mais c'est aussi un puissant facteur de cohésion sociale. Il importe donc de donner à l'école les moyens de jouer le rôle qui lui revient.

Le système d'éducation que nous voulons pour le Québec doit avoir comme double objectif le développement d'une culture générale solide pour tous les citoyens et la formation d'une main-d'œuvre outillée pour réussir dans le nouveau contexte mondial. Des mesures s'imposent pour revenir aux sources de l'acte d'enseignement en redonnant clairement la priorité à l'acquisition de connaissances par les jeunes Québécois. Il faut mettre l'accent sur ces choses dont ils auront besoin toute leur vie et que l'on a beaucoup trop oubliées - lire, écrire, compter, etc. - et ne plus craindre d'insister sur l'effort, la persévérance et le respect sans lesquels aucun véritable apprentissage n'est possible.

Nous croyons qu'une des clés du succès à cet égard réside dans la revalorisation de la profession d'enseignant. Tant par les connaissances et les habiletés qu'ils transmettent à nos enfants que parce qu'ils sont bien souvent pour eux des guides et des modèles, les enseignants jouent un rôle central dans le développement de ces derniers. Les parents doivent reconnaître l'importance de ce rôle et permettre aux enseignants de le jouer pleinement.

Il faut reconnaître que les salaires offerts aux enseignants ne sont pas à la hauteur de l'importance de leurs responsabilités, ce qui ne peut que nuire à leur motivation et au recrutement des meilleurs candidats. Un rajustement salarial est donc nécessaire, particulièrement dans les milieux difficiles où la tâche de recruter et de garder les meilleurs enseignants est encore plus ardue qu'ailleurs. Facteur important de motivation, nous devons à nouveau faire de l'enseignement une profession respectée, enviée et attirante pour les meilleurs de nos étudiants.

Dans nos universités, il nous faudra miser sur la valorisation de l'innovation sociale et technologique pour attirer des chercheurs de pointe afin de prendre notre place sur l'échiquier planétaire et promouvoir l'excellence. Notre capacité de se démarquer tant dans les sciences humaines que les sciences naturelles, de la santé et du génie est réelle, mais la compétition internationale est de plus en plus féroce et n'épargne pas le Québec. Par ailleurs, les universités québécoises sont devenues des pôles de développement régional incontournables qui créent des emplois de qualité et valorisent les spécificités du territoire. Nous devons miser sur ces forces vives de développement et investir davantage en recherche pour valoriser le génie créateur et ainsi trouver des solutions aux nombreux défis que connaît notre société.

En ce sens, il apparaît essentiel de convenir d'un règlement équitable et global de la lancinante question du sous-financement des universités québécoises. Ce problème ne pourra être réglé que par un apport de fonds supplémentaire, réparti de manière équitable entre l'État et les étudiants. Les diplômés et les entreprises doivent aussi être appelés à soutenir davantage nos universités.

2) Assurer la vitalité de notre culture

La culture est l'âme d'un peuple. Elle façonne notre identité collective en étant une force de cohésion, de développement et de fierté. Par leurs mots et leur musique, leur théâtre, leur cinéma ou la matière qu'ils créent, nos artistes nous ouvrent l'esprit au monde et à nous-mêmes. En rayonnant à l'étranger, ils font également connaître le Québec de brillante façon. Il nous faut continuer d'appuyer nos artistes et cultiver encore davantage le développement des entreprises culturelles qui contribuent si fortement à l'essor de notre culture et de notre économie.

C'est le français qui est la pierre d'assise de cette culture exceptionnellement créatrice. Pour atteindre notre objectif de faire du français le trait d'union entre tous les Québécois, le soutien à la langue française ne doit exclure *a priori* aucune avenue législative ou juridique. La précarité de l'utilisation de la langue française du fait de sa minuscule présence en Amérique du Nord, nous oblige à consacrer davantage d'énergie au respect de la *Charte de la langue française*.

Le Québec accueille des immigrants depuis 400 ans, mais la politique canadienne de multiculturalisme nuit depuis quelques décennies à la capacité du Québec de faire prévaloir sa langue et ses valeurs auprès des nouveaux arrivants. Il faut mettre un terme aux signaux contradictoires qui sèment le doute dans trop d'esprits et affirmer clairement auprès de ceux-ci les attentes de la société qui les accueille. Il nous faut aussi être actifs : une société de sept millions de francophones immergée dans un continent peuplé de centaines de millions d'anglophones ne peut espérer intégrer ses immigrants à la communauté francophone sans mesures incitatives et sans appui pédagogique. Davantage de ressources et d'efforts doivent donc être affectés à la francisation des nouveaux Québécois.

3) Accroître la performance de nos services publics

Les Québécois peuvent être fiers des progrès accomplis depuis la Révolution tranquille au moyen de ce levier collectif qu'est l'État. Cependant, nos réseaux publics d'éducation et de santé ont de plus en plus de mal à répondre aux réalités d'aujourd'hui. On ne saurait remettre en question la bonne volonté et la compétence des centaines de milliers de gens qui y travaillent, mais il nous faut reconnaître que l'organisation du travail et la répartition des responsabilités sont très souvent problématiques. Un redressement est nécessaire pour surmonter la crise de confiance croissante à leur endroit. Un maximum de ressources doit aller aux services directs aux usagers. Pour y arriver, il ne faut pas hésiter à remettre en question les instances actuelles pour assurer l'efficacité des services.

Dans le réseau de l'éducation, l'État doit fixer les objectifs généraux, mais augmenter l'autonomie et les responsabilités des directions d'écoles et des enseignants. En revanche, les directions d'école et les enseignants doivent être davantage responsables de la réussite des jeunes et être évalués. La sélection et la formation des futurs enseignants doivent aussi être plus exigeantes. C'est donc d'un nouveau pacte avec les enseignants dont il faut convenir en contrepartie d'une revalorisation marquée de leur profession.

Dans le réseau de la santé, les médecins de famille doivent s'organiser en groupes de médecine familiale afin que tous les Québécois aient accès à un médecin de famille. Les autorités centrales doivent aussi se désengager de la production des soins et de la microgestion. Elles doivent se concentrer sur la fixation des objectifs et sur l'élaboration d'indicateurs de performance. Les décisions doivent être décentralisées en échange d'une plus grande imputabilité des acteurs locaux. Les dirigeants d'établissement doivent avoir plus d'autonomie et le pouvoir de conclure des ententes individuelles avec les médecins. De façon générale, les revenus des établissements doivent être assurés sur la base des services fournis et non de budgets préétablis. Plusieurs de ces changements ne sont possibles qu'avec un nouveau pacte avec les médecins.

Au plan administratif, l'État doit être intraitable envers lui-même. Une gestion beaucoup plus rigoureuse est possible entre autres dans les réseaux publics et les sociétés d'État. Le gouvernement du Québec doit aussi assainir ses finances publiques pour laisser les générations futures libres de leurs choix, ce qui exige que l'on se dote d'un plan crédible de réduction de notre endettement public.

Il est nécessaire et urgent de faire la lumière sur la situation en ce qui a trait à la corruption dans le secteur de la construction car la confiance du public en dépend. La procédure d'octroi des contrats gouvernementaux pour les grands projets de construction et d'infrastructures doit également être beaucoup plus transparente.

Si la confiance du public ne reviendra pas du jour au lendemain, des gestes clairs joints à des résultats probants permettront d'inverser graduellement le cours des choses. Il en va de la capacité du Québec à mettre en place les réformes nécessaires à son développement qui ne seront jamais acceptées de la population tant que la confiance en nos institutions ne sera pas rétablie.

4) Créer une économie de propriétaires et non de succursales

La prospérité du Québec n'est pas ce qu'elle devrait être. Même si la richesse est plus équitablement distribuée ici qu'ailleurs, nous figurons néanmoins dans les derniers rangs en Amérique du Nord dans beaucoup trop de domaines au plan économique. À cet égard, nous n'endossons ni le pessimisme des uns, ni la complaisance des autres. Nous devons adopter les mesures qui nous permettront de réduire progressivement l'écart de prospérité qui persiste entre le Québec et ses principaux concurrents. Ici encore, c'est notamment par des investissements importants en éducation que le Québec pourra y arriver.

L'État québécois doit aussi établir un climat résolument favorable aux investissements privés, en particulier pour ceux liés à l'innovation et à la créativité. Pour y arriver, il faudra revoir les manières d'imposer les entreprises et les individus de façon à encourager le travail, l'investissement, la productivité et l'épargne. Il faudra aussi favoriser l'entrepreneuriat local et la commercialisation de nos produits vers de nouveaux marchés. Tous ces changements devront se faire en tenant compte de la situation particulière des plus défavorisés et en maintenant une fiscalité résolument progressive.

Par ailleurs, un des gains les plus importants de la Révolution tranquille est la prise de contrôle des Québécois de leur économie et la formation d'une classe importante d'entrepreneurs qui ont connu du succès. Or, nous avons perdu plusieurs centres de décision importants au cours des dernières années alors que la présence de sièges sociaux de grandes entreprises est cruciale pour notre développement économique. Ce sont des entreprises qui tissent des liens, qui choisissent des fournisseurs et des professionnels québécois - avocats, comptables, consultants, etc. Ce sont aussi des entreprises qui vont davantage choisir de réaliser leurs projets de développement au Québec offrant à nos concitoyens un large éventail d'emplois stimulants et de haut niveau. Elles soutiennent également un grand nombre d'œuvres philanthropiques contribuant ainsi au développement social et culturel du Québec. Le gouvernement doit donc utiliser tous les leviers disponibles pour conserver chez nous des centres décisionnels importants, tout en continuant d'encourager l'entrepreneuriat nécessaire à la création de la relève économique de demain.

Dans un monde où la concurrence entre les métropoles pour attirer les cerveaux et le capital est féroce, Montréal doit impérativement retrouver son dynamisme d'antan. Il faut aussi soutenir le rayonnement croissant de Québec, notre Capitale nationale. Enfin, la contribution de chacune des régions doit être reconnue et encouragée en tenant compte de leurs particularités.

En évitant le saupoudrage et le mur-à-mur, il faut appuyer vigoureusement les meilleurs projets. Chaque région, incluant Montréal et Québec, forme un territoire riche et diversifié. Miser sur le dynamisme de la diversité plutôt que de se comparer continuellement pourra très certainement être gage de succès pour tous.

Le développement de notre économie ne saurait évidemment s'accomplir au détriment de notre environnement et de celui de nos enfants. Nous devons donc nous tourner résolument vers le développement durable et profiter pleinement des occasions d'innovation et de croissance que celui-ci offre pour une économie comme la nôtre. Nous devons ainsi assurer le développement de modes et de réseaux de transport plus efficaces et plus faibles en émissions de carbone, assurer un développement urbain plus rationnel et plus sain et assurer que notre production et notre consommation d'énergie contribuent à limiter la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effets de serre au Québec et à l'échelle continentale.

Remettre le Québec en mouvement

Notre appel s'adresse à tous les citoyens québécois – aux fédéralistes comme aux souverainistes, de même qu'à tous ceux pour qui ces étiquettes ne sont pas les plus déterminantes –, ainsi qu'à tous les leaders dans leurs milieux respectifs. Nous leur disons qu'il est temps de faire des choix, de remettre le Québec en mouvement. Voilà pourquoi, nous soumettons notre point de vue à la discussion.

Nous avons décidé de miser sur ce qui peut nous unir plutôt que de rester campés sur ce qui nous a opposés dans le passé. Nous avons l'intime conviction qu'il est nécessaire et urgent de rassembler le plus de gens possible autour des objectifs que nous venons d'esquisser.

Ce premier geste public lance une démarche qui en comptera d'autres. À tous ces gens qui, comme nous, souhaitent du plus profond de leur cœur que le Québec retrouve le goût de l'avenir, nous tendons la main dans l'espoir qu'ils feront le même pari que nous.

François Legault, co-fondateur

Charles Sirois, co-fondateur

Bruno-Marie Bécharde Marinier

Dr. Lionel Carmant

Jean Lamarre

Sylvie Lemaire

Michel Lemay

Chantal Longpré

Marie-Eve Proulx

Stéphanie Raymond-Bougie

Anie Samson

Jean-François Simard

NB : Les signataires du texte le font à titre personnel et non au nom de l'organisation où ils travaillent